



AVRIL  
2026



# Vers une nouvelle politique étrangère démocrate ?

## Enjeux et recompositions à l'horizon des présidentielles de 2028

Programme  
Amériques

---

Laurence NARDON

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteurice.

ISBN : 979-10-373-1211-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : discours de Kamala Harris lors de la Convention démocrate de Chicago, 22 août 2024 © Peter Serocki/Shutterstock.com

### **Comment citer cette publication :**

Laurence Nardon, « Vers une nouvelle politique étrangère démocrate ?  
Enjeux et recompositions à l’horizon des présidentielles de 2028 »,  
*Potomac Papers*, n° 52, Ifri, avril 2026.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Potomac Papers

Le Programme Amériques de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *policy papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amériques de l'Ifri.

## Autrice

**Laurence Nardon** dirige le Programme Amériques de l'Ifri. Depuis juin 2019, elle analyse chaque mercredi les enjeux de la politique américaine dans le podcast « New Deal », produit en partenariat avec Slate.fr et la lettre d'information Time to Sign Off (TTSO). Elle a publié *Géopolitique de la puissance américaine* aux PUF (août 2024), après *L'Amérique de Trump en 100 questions* chez Tallandier en 2018.

Avant de rejoindre l'Ifri, Laurence Nardon a été chargée de recherches à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), puis *Visiting Fellow* au Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington. Laurence Nardon est docteur en science politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle a étudié à l'université du Kent à Canterbury après avoir reçu son diplôme de Sciences Po Paris. À l'automne 2000, elle a été *Fulbright Scholar* à la George Washington University, à Washington.

**Dácil Fernandez Rojas** a contribué à la rédaction de cette note.

# Résumé

Sortant peu à peu de l'état de sidération dans lequel la réélection de Donald Trump les a plongés en novembre 2024, les Démocrates s'appêtent à entrer en campagne pour les élections de mi-mandat de 2026, puis pour les primaires démocrates qui précéderont les présidentielles de 2028.

Adossés à un ensemble de valeurs structurantes, leurs projets de politique étrangère s'articulent à la fois autour du bilan de la présidence Biden et, de plus en plus, autour de leur perception et de leur critique de la politique étrangère menée par Donald Trump. Après un premier mandat marqué par une forme de néo-isolationnisme, ce dernier adopte depuis janvier 2025 une attitude beaucoup plus impérialiste, prédatrice et, désormais, belliciste.

Dans ce contexte, le Parti démocrate se structure autour de trois grands courants en matière de politique étrangère :

- Attaché au maintien de l'ordre international libéral et au rôle moral des États-Unis dans le monde, le premier courant regroupe les élites traditionnelles du Parti démocrate. Elles prônent la défense de l'Ukraine et d'Israël. Encore très présent autour de Joe Biden, ce courant est devenu moins audible aujourd'hui.
- La gauche du Parti démocrate revendique sa réticence aux interventions militaires à l'étranger, justifiée par la priorité accordée aux Américains les plus vulnérables. Sous la houlette du sénateur du Vermont, Bernie Sanders, elle se montre particulièrement critique envers le gouvernement israélien.
- Une école plus innovante se dessine dans le sillage des conseillers de la vice-présidente de Joe Biden, Kamala Harris. Ces derniers se disent avant tout réalistes et inventifs. Ils sont intéressés par certains aspects du trumpisme tels qu'un désengagement pragmatique de l'Europe et une redéfinition sans états d'âme des institutions internationales.

# Abstract

Gradually emerging from the state of shock into which Donald Trump's re-election in November 2024 plunged them, the Democrats are preparing to enter campaign mode for the 2026 midterm elections, followed by the Democratic primaries ahead of the 2028 presidential election.

Grounded in a set of core values, their foreign policy agendas are shaped both by the record of the Biden presidency and, increasingly, by their perception and critique of Donald Trump's foreign policy. After a first term marked by a form of neo-isolationism, Trump has, since January 2025, adopted a far more imperial, predatory, and now increasingly bellicose posture.

In this context, the Democratic Party is structured around three major currents in foreign policy:

- The first current, committed to preserving the liberal international order and a U.S. moral leadership in the world, brings together the traditional elites of the Democratic Party. They advocate strong support for Ukraine and Israel. Once highly influential, including during the Biden era, this current has today become somewhat muted.
- The second current is the Party's left wing, which advocates restraint regarding military interventions abroad, justified by the need to protect America's most vulnerable citizens. Led by Senator Bernie Sanders of Vermont, it is particularly critical of the Israeli government.
- Finally, a more innovative school of thought is emerging in the orbit of advisors close to former Vice President Kamala Harris. These actors define themselves primarily as realists and as advocates of creative policy thinking. They show interest in certain elements of Trumpism, such as a pragmatic disengagement from Europe and an uncompromising redefinition of international institutions.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION : L’AIR DU TEMPS À WASHINGTON.....</b>	<b>6</b>
<b>QUEL AVENIR POUR L’« ORDRE INTERNATIONAL LIBÉRAL » ET LE ROLE QU’Y JOUENT LES ÉTATS-UNIS ?.....</b>	<b>9</b>
<b>Quel ordre reconstruire désormais ? .....</b>	<b>10</b>
<b>Quelles valeurs pour l’Amérique ? .....</b>	<b>10</b>
<b>LES DIFFERENTS SUJETS ET ZONES DE CRISE.....</b>	<b>12</b>
<b>L’OTAN : de la guerre en Ukraine à la question du Groenland.....</b>	<b>12</b>
<b>Moyen-Orient : de Gaza à l’escalade régionale avec l’Iran .....</b>	<b>14</b>
<b>La Chine et Taïwan .....</b>	<b>16</b>
<b>Les Amériques (ou <i>Western Hemisphere</i>) et la question Maduro.....</b>	<b>18</b>
<b>Politique commerciale et concurrence technologique.....</b>	<b>19</b>
<b>QUELS RELAIS DANS LE MONDE POLITIQUE AMÉRICAIN ? .....</b>	<b>21</b>
<b>CONCLUSION : LES DÉMOCRATES NE SAUVERONT PAS LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES .....</b>	<b>23</b>

# Introduction : l'air du temps à Washington

Depuis janvier 2025, l'attention des diplomates et des observateurs des États-Unis est de nouveau focalisée sur la politique étrangère du président Donald Trump. Après avoir été non-interventionniste pendant son premier mandat, le président s'implique dans la négociation des plus grands dossiers (dont l'Ukraine), adopte une posture prédatrice dans les Amériques ou au Groenland, et vient d'engager une guerre contre l'Iran qui enflamme à nouveau le Moyen-Orient. La cohérence, la prévisibilité et les impacts de ses actions demeurent cependant difficiles à établir.

Pendant ce temps, les vues des personnalités d'obédience démocrate sur ces questions constituent un angle mort de la veille sur les États-Unis. Pourtant, les anciens de l'administration Biden ont rejoint les *think tanks* et les universités, d'où ils publient et s'expriment avec régularité. De même, les Démocrates issus de la gauche du Parti exposent des vues très nettes – qui correspondent sur plusieurs points à celles de certains influenceurs MAGA (refus des interventions militaires à l'étranger, méfiance voire hostilité vis-à-vis du gouvernement israélien...<sup>1</sup>). Tous ont des positions arrêtées sur les grands sujets de politique étrangère, ce qui dessine des courants spécifiques et, pour certains, relativement nouveaux.

Alors que les sondages prédisent de mauvais scores au camp républicain lors des élections de mi-mandat de novembre 2026, les Démocrates semblent retrouver une crédibilité sur l'ensemble des sujets politiques. L'évolution de leur réflexion sur les questions de politique étrangère, en particulier, est réelle. Avec des nuances et des complexités, les Démocrates restent force de proposition.

La plupart des personnalités se reconnaissant en lien avec les idées démocrates partagent désormais un récit commun sur les raisons de l'arrivée au pouvoir et la réélection de Donald Trump. Ce récit a remplacé la thèse d'un accident de l'histoire qui permettait de donner un caractère passager à l'épisode Trump <sup>1</sup>.

---

1. L. Nardon, « La base et les élites MAGA face à l'opération *Epic Fury* », *Chroniques américaines*, Ifri, 13 mars 2026.

Il incrimine la réaction de l'électorat des classes moyennes à deux facteurs (au moins<sup>2</sup>) :

- plus de vingt ans d'interventionnisme militaire, soit naïf soit cynique et corrompu dans le monde arabo-musulman, avec la guerre en Afghanistan (2001-2021 : « vingt ans pour rien ») et la désastreuse guerre en Irak, suivie d'une présence militaire sans fin sur un théâtre élargi Irak-Syrie ;
- les effets destructifs du libre-échange sur le tissu industriel américain, désormais reconnus grâce à l'étude « The China Shock », parue en 2016<sup>3</sup>.

Voici pourquoi, selon eux, les classes moyennes américaines se sont tournées vers le populisme en 2016 et de nouveau en 2024. Elles ont trouvé dans la candidature de Donald Trump une réponse à leur besoin de repli et de fermeture.

Dans ce contexte, les Démocrates se répartissent en trois grands courants sur les questions de politique étrangère :

**1.** Le courant traditionnel regroupe surtout les élites du parti, qui reprennent à leur compte la vision exceptionnaliste des diplomates américains, tels que Madeleine Albright (1937-2022). Joe Biden lui-même était fermement sur cette ligne, tout comme de nombreux hauts responsables de son administration. Dans un discours-cadre de mars 2021, le secrétaire d'État Anthony Blinken annonçait ainsi le retour à « l'ordre international libéral » (OIL) hérité de 1945 et au rôle décisif et positif qu'y jouaient les États-Unis, après l'interruption temporaire représentée par le mandat de Trump. Quatre ans plus tard, ils sont encore quelques-uns à refuser de renoncer à cette vision.

Les deux autres courants sont plus réalistes : ils reconnaissent que le monde est devenu multipolaire, et leurs mots d'ordre s'articulent autour de la réticence aux interventions militaires à l'étranger (*restraint*) et de la nécessité de fixer des priorités à la politique étrangère du pays. Ils ont aussi en commun une différence générationnelle avec le premier courant : la majorité d'entre eux n'a pas connu la guerre froide, mais la fin du moment unipolaire des années 1990, avec la guerre en Irak et la montée en puissance de la Chine. Le lien avec l'Europe n'est pas au cœur de leurs préoccupations. Ces deux autres courants ont pourtant leurs différences :

**2.** La gauche du Parti démocrate, sous la figure de Bernie Sanders ou de Zohran Mamdani, tous deux membres des Democratic Socialists of America (DSA), défend une politique étrangère bien particulière. Cette

---

2. Les Démocrates centristes ajoutent deux autres raisons, plus nettement liées à la politique intérieure, à cette évolution de l'électorat : les excès du progressisme sociétal (alias le *wokisme*) et la perception d'une immigration hors de contrôle. Ces deux points, auparavant réservés aux récits trumpistes, semblent désormais acceptés par les interlocuteurs du centre-gauche, dans un glissement significatif de la « fenêtre d'Overton » (ou zone des idées acceptables) aux États-Unis.

3. D. H. Autor, D. Dorn et G. H. Hanson, « The China Shock: Learning from Labor Market Adjustment to Large Changes in Trade », *NBER Working Paper*, National Bureau of Economic Research, 16 janvier 2016.

dernière s'attache en premier lieu à la défense des plus modestes et à la lutte contre le pouvoir de l'argent. Elle s'affirme donc volontiers pacifiste et anti-militariste, et farouchement opposée au soutien des gouvernements corrompus à l'étranger. Elle se montre également très critique du gouvernement israélien.

**3.** Les « jeunes harrisien » représentent un entre-deux innovant par rapport aux deux autres courants. Formés dans l'entourage de la vice-présidente de Joe Biden, Kamala Harris, depuis son arrivée au Sénat en janvier 2017 jusqu'à sa campagne-éclair à l'été 2024, ils préparent résolument leur retour aux responsabilités. Le plus frappant à leur sujet est qu'ils semblent approuver certaines décisions du président Trump, notamment sa manière de renverser les normes traditionnelles des relations internationales. Ils se montrent curieux de voir quels développements vont pouvoir se produire sur certains dossiers, tels que les relations États-Unis/Chine. Surtout, ils sont décidés à repartir de la situation post-Trump pour inventer la future politique étrangère américaine, par exemple sur l'exigence des 5 % du produit intérieur brut (PIB) de dépenses militaires imposée aux partenaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

# Quel avenir pour l'« ordre international libéral » et le rôle qu'y jouent les États-Unis ?

La vision traditionnelle d'une Amérique garante de l'ordre international n'est plus majoritaire aujourd'hui. Chez les jeunes « harrisien », Mira Rapp-Hooper et Rebecca Lissner, deux anciennes responsables de l'administration Biden, estiment, dans une tribune du *New York Times*, que nous avons définitivement changé d'époque. L'ordre international libéral (OIL) était fondé sur la domination morale des principes de liberté et de démocratie, le respect du droit international et l'existence de règles commerciales communes sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Avec la multiplication de régimes ouvertement antidémocratiques, le retour des logiques de rapports de force entre les nations (y compris une guerre de conquête en Europe) et, *last but not least*, le détricotage effréné par le président Trump des normes dans la politique intérieure et étrangère des États-Unis, ces principes ne sont plus dominants. L'OIL est irrémédiablement défait et ne pourra pas être rétabli, même si un président démocrate succède à Donald Trump<sup>4</sup>. L'exceptionnalisme américain est mort.

À la gauche de l'échiquier politique, l'ancien conseiller de Bernie Sanders sur les questions de politique étrangère, Matt Duss, va plus loin dans l'établissement des responsabilités dans le contexte des crises récentes : il souligne les contradictions de la politique étrangère de l'administration Biden, défendant l'Ukraine pour des raisons morales tout en laissant la situation humanitaire se dégrader à Gaza <sup>5</sup>. Malgré ses meilleures intentions, l'administration Biden n'a pas non plus réussi à rétablir l'exemplarité démocratique du pays et, dès lors, son *soft power* (on se souvient des « Sommets pour la démocratie » organisés sans grand succès pendant son mandat<sup>6</sup>). Si les États-Unis doivent retrouver le sens de leur mission dans le monde, celle-ci devra désormais être plus humble, avec des objectifs plus modestes.

---

4. R. Lissner et M. Rapp-Hooper, « Trump Is Forcing the World into a New Era of Disorder », *The New York Times*, 22 octobre 2025.

5. N. Okail et M. Duss, « America Is Cursed by a Foreign Policy of Nostalgia », *Foreign Affairs*, 3 décembre 2024.

6. M. Kandel, « Le Sommet pour la démocratie de Biden, un projet en panne d'ambitions ? », Institut Montaigne, 2 décembre 2021.

## Quel ordre reconstruire désormais ?

Classés dans le courant le plus à gauche et *restrainers* assumés, Andrew Bacevich du Quincy Institute et Steve Wertheim, maintenant avec Carnegie, sont très réservés quant aux perspectives de reconstruction d'un ordre international, surtout s'il doit être dirigé par les États-Unis. Matt Duss, quant à lui, plaide pour une réforme en profondeur du système des Nations unies, qu'il juge aujourd'hui limité dans sa capacité à répondre efficacement aux crises, ce qui traduit une prise de distance vis-à-vis de son fonctionnement actuel<sup>7</sup>.

Le chaos engagé par Donald Trump depuis janvier 2025 dans la conduite de la politique étrangère américaine pourrait-il produire un effet de table rase conceptuelle dont les Démocrates pourraient profiter ? La résilience et l'optimisme américains sont convoqués par les jeunes harrisien, qui réfléchissent à de nouveaux modèles d'ordre international et de politique étrangère pour leur pays, susceptibles d'être présentés lors de la campagne de 2028. À leurs yeux, les États-Unis devront envisager leur rôle et leur pouvoir dans le monde en termes d'efficacité – militaire, économique et technologique. Le mot-clé est l'inventivité. Ainsi, un système d'organisations généralistes de type Organisation des Nations unies (ONU) n'est pas indispensable à l'avenir, mais pourrait être remplacé par des coalitions *ad hoc*, temporaires et flexibles, de type « minilatéralisme ». Parallèlement, une gouvernance internationale pourrait être mise en place de manière permanente sur certains sujets centraux tels que l'intelligence artificielle (IA).

## Quelles valeurs pour l'Amérique ?

Les Démocrates aiment rappeler qu'ils accorderont davantage d'importance que les Républicains à la question du respect des droits humains et de la démocratie : pas de rencontre avec les dignitaires chinois sans évoquer le sort des opposants politiques, journalistes et membres des minorités ethniques et religieuses. Lors des campagnes de 2026 et de 2028, les candidats du Parti démocrate poursuivront par ailleurs les vives controverses déjà présentes sur la nature des exactions commises par l'armée israélienne à Gaza depuis octobre 2023 (entre génocide et crimes de guerre) et sur la possible mise en accusation des responsables.

Pour le courant de gauche, le socle des valeurs de l'Amérique doit cependant aussi être réajusté. Matt Duss met au premier rang la lutte contre la corruption, y compris à l'étranger<sup>8</sup>. Ceci implique de ne plus soutenir les

7. A. Rascoe, « U.S. Declines to Vote on UN Resolution to Send Aid to Gaza », entretien avec Matt Duss, *NPR*, 24 décembre 2023.

8. C. Michel, T. Sutton et M. Duss, « The Anticorruption Angle: Democrats Should Build a Foreign Policy Around Fighting Graft », *Foreign Affairs*, 8 août 2025.

cleptocraties que sont selon lui, non seulement la Russie mais aussi certaines monarchies du Golfe, telles que l'Arabie saoudite, que les États-Unis n'auraient jamais dû soutenir dans leur guerre engagée depuis 2015 contre le Yémen.

# Les différents sujets et zones de crise

## L'OTAN : de la guerre en Ukraine à la question du Groenland

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'administration Biden avait affiché un soutien très ferme à Kiev pour des raisons de respect du droit international. Cette position morale a été manifestée de nombreuses manières au président Volodymyr Zelensky et a enclenché une remobilisation inédite de l'OTAN. Dans les faits, toutefois, cette rhétorique a dû s'équilibrer avec la nécessité de ne pas entraîner d'escalade avec la Russie : les envois d'armes sont restés mesurés, et il n'a pas été question que l'Ukraine adhère à l'OTAN (contrairement à la Finlande et à la Suède en 2023 et 2024). Pour le président Zelensky, cette aide n'a jamais été suffisamment décisive pour que son pays sorte de la guerre.

À la gauche de l'arc démocrate, on aurait pu crier à la lâcheté ou à l'hypocrisie face à l'attitude de l'administration Biden sur le dossier ukrainien. Il n'en est rien : les « sandersiens » sont explicitement anti-guerre et se sont satisfaits de l'attitude pusillanime de Joe Biden. Matt Duss souligne ainsi que des principes importants sont en jeu face à l'agression russe, tout en insistant sur la nécessité d'éviter une escalade et de rechercher une issue durable au conflit<sup>9</sup>. Dans cette perspective critique des engagements extérieurs américains, certains analystes, comme Andrew Bacevich, voient dans la guerre en Ukraine une opportunité d'accélérer le désengagement des États-Unis vis-à-vis de l'OTAN, perçue comme une structure coûteuse et dépassée<sup>10</sup>. Qui plus est – et Matt Duss se situe ici à rebours des positions majoritaires aux États-Unis – les Européens sont appelés à renforcer leur autonomie en matière de défense, notamment en cessant d'acheter des armements américains. Duss considère en effet que le complexe militaro-industriel américain constitue un facteur de corruption de la sphère politique nationale et doit être affaibli<sup>11</sup>.

---

9. J. Bateman et M. Duss, « How a Progressive POTUS Would Change the World », *The World Unpacked* (podcast), Carnegie Endowment for International Peace, 13 février 2026.

10. D. Larison, « Bacevich: Get Out of NATO, Shut Down Combatant Commands », *Responsible Statecraft*, 18 juin 2021.

11. M. Duss, « Jeffrey Sachs & Matt Duss Debate U.S.-Russia Talks to End Ukraine War », *Center for International Policy*, 18 février 2025.

Le courant traditionnel maintient pour sa part une rhétorique de soutien à l'Ukraine. Dans un papier paru dans *Project Syndicate* en août 2025<sup>12</sup>, l'ancien assistant-Secrétaire d'État pour l'Europe et l'Eurasie de Joe Biden, Jim O'Brien, considère que la relation transatlantique (et, plus largement, la coopération entre les États-Unis, les Européens, le Canada et les pays occidentaux de la région indopacifique) reste nécessaire et pertinente pour répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce lien est sans doute abîmé, mais rien n'est perdu car la guerre en Ukraine représente une opportunité de le rétablir. Du fait de cet affrontement militaire si proche, le réarmement européen est en effet bel et bien engagé, avec des budgets militaires qui atteignent aujourd'hui 3,5 % du PIB pour les pays européens membres de l'OTAN. Les États-Unis vont y trouver leur compte car, selon une estimation citée par l'auteur, 40 % des dépenses prévues seront consacrées à des achats d'armements américains – notamment des systèmes avancés de défense aérienne, que les industriels européens ne savent pas fabriquer. Jim O'Brien conclut que le partenariat transatlantique qui a apporté la paix et la prospérité aux générations précédentes peut remplir le même rôle pour les nouvelles générations. Dans une interview de septembre 2025 pour *The Atlantic*, le Conseiller pour la sécurité nationale de Biden, Jake Sullivan, tient des propos similaires : il défend toujours l'envoi d'armements à l'Ukraine et de lourdes sanctions contre la Russie, le tout dans le cadre d'une OTAN modernisée et solide<sup>13</sup>. Dans le même esprit, Antony Blinken, dans un entretien accordé à CNBC en avril 2025, insiste sur la nécessité pour les États-Unis de maintenir leurs alliances afin d'éviter que leurs partenaires ne se tournent vers d'autres puissances, notamment la Chine, et met en garde contre une dérive isolationniste : « Nous nous dirigeons vers une situation où, au lieu de "America First", ce sera "America Alone"<sup>14</sup> ».

Le courant harrisien, enfin, se montre très pragmatique sur la question de l'Ukraine et de l'OTAN. L'ancien conseiller à la sécurité nationale de Kamala Harris, Phil Gordon, de même que son adjointe de l'époque, Rebecca Lissner, veulent renforcer le soutien à l'Ukraine tout en contournant le risque d'escalade lié à une aide militaire trop voyante. Ils préconisent donc de faire pression sur la Russie en décrétant de nouvelles sanctions<sup>15</sup>, voire en utilisant les intérêts des avoirs russes gelés pour financer des défenses aériennes ukrainiennes. Dans cette perspective, la guerre en Ukraine met également en lumière les contraintes pesant sur les capacités américaines de soutien à long terme, ce qui renforce, chez les harrisien, l'idée d'une plus grande implication des Européens, en particulier en matière de financement

12. J. O'Brien, « Keeping the Transatlantic Relation Alive », *Project Syndicate*, 20 août 2025.

13. G. Kasparov, « America's Greatest Threat to Democracy Comes from Within, a Conversation with former National Security Adviser Jake Sullivan », podcast, *The Atlantic*, 12 septembre 2025.

14. A. R. Sorkin, « Watch CNBC's Full Interview with Former Secretary of State Antony Blinken », CNBC, 9 avril 2025, à 3 min 42 sec : "We are heading to a place where, instead of being 'America First', it is 'America Alone'."

15. P. H. Gordon et R. Lissner, « How Trump Can Pressure Putin and Reset his Failed Ukraine Policy », *Foreign Policy*, 12 mai 2025.

et d'acquisition d'armements. L'objectif de dépenses militaires à 5 % du PIB devra d'ailleurs demeurer après le départ de Donald Trump. Ceci aura pour avantage de créer des emplois pour les Américains. Responsable dans les administrations Clinton puis Obama, ambassadeur au Japon sous Joe Biden, Rahm Emanuel est encore plus cynique. Selon lui, il faut profiter des envois d'armements américains en Ukraine pour récupérer les technologies développées par ce pays en matière de drones<sup>16</sup>. Près de 500 entreprises ukrainiennes ont développé des innovations significatives sur ce type d'armement ; les États-Unis doivent en bénéficier.

Au-delà du théâtre ukrainien, les recompositions stratégiques engagées depuis janvier 2025 se projettent également dans d'autres espaces de tension, notamment dans l'Arctique. L'intention de Donald Trump d'acquiescer le Groenland, au nom des impératifs de sécurité nationale américaine, suscite de vives inquiétudes au sein du Parti démocrate. Si les différents courants s'accordent pour juger cette stratégie problématique, ils insistent sur des effets différents. Matt Duss met l'accent sur l'immoralité d'une stratégie d'extorsion reposant sur la menace d'imposition de droits de douane<sup>17</sup>. Jake Sullivan souligne, quant à lui, l'incohérence stratégique, rappelant le rôle du Danemark en tant qu'allié fiable des États-Unis, notamment pendant la guerre en Afghanistan, et mettant en garde contre les coûts potentiellement élevés d'un affaiblissement des alliances<sup>18</sup>. Enfin, le courant harrisien, illustré principalement par Rebecca Lissner, alerte sur le risque de transformation de l'OTAN en « alliance zombie », c'est-à-dire une structure toujours fonctionnelle sur le plan militaire, mais vidée de la confiance politique qui en constitue le fondement<sup>19</sup>.

## Moyen-Orient : de Gaza à l'escalade régionale avec l'Iran

Les événements du 7 octobre 2023 et leurs suites ont été un facteur de déchirement très vif au sein du Parti démocrate et ont durablement fait bouger les lignes. La guerre contre l'Iran, déclenchée le 28 février 2026, ne fait que renforcer ces évolutions.

La gauche du Parti adopte une position radicale. Portée par les étudiants pro-palestiniens du printemps 2024, elle considère que la guerre à Gaza est un conflit de type colonial entre une force d'occupation à l'occidentale et une minorité ethnique opprimée, et appelle à une reconnaissance immédiate de l'État de Palestine par Washington. Elle qualifie la politique du

---

16. R. Emanuel, « A Mineral Deal Gets Us Nothing. What We Need Is Kyiv's Drone Technology », *The Washington Post*, 10 mars 2025.

17. « US Extorts Europe in Effort to Acquire Greenland », *After America*, The Australia Institute, 20 janvier 2026.

18. J. Sullivan et J. Finer, « Trump's Greenland Gambit », *The Long Game*, 23 janvier 2026.

19. R. Lissner, « NATO Has Become a Zombie Alliance », *Foreign Policy*, 11 février 2026.

gouvernement israélien à Gaza de génocide. Elle a dénoncé l'hypocrisie de l'administration Biden, l'accusant de partialité en ce qui concerne le respect du droit international et l'impératif de protection des civils dans la guerre. Il est vrai que Joe Biden, pris entre une fidélité ancienne à Israël, les sentiments pro-palestiniens d'une partie de sa base électorale en pleine campagne présidentielle et l'instrumentalisation immédiate de toute critique du Premier ministre Netanyahu par le camp républicain, avait très peu de marge de manœuvre. Dans ces conditions, les harrisiens ont beau jeu de regretter que l'administration Biden (dans laquelle Kamala Harris était pourtant vice-présidente) n'ait pas été assez exigeante vis-à-vis d'Israël sur les aspects humanitaires.

Ces différences d'opinions au sein du Parti démocrate s'inscrivent désormais dans le large conflit engagé au Moyen-Orient. L'escalade militaire entre les États-Unis, Israël et l'Iran depuis le 28 février 2026 repositionne en effet les lignes de fracture, en déplaçant le débat du seul soutien à Israël vers la question plus large de l'engagement militaire américain dans la région. La guerre en Iran fait tout d'abord émerger, de manière sans doute temporaire, une forme de convergence contre Donald Trump. L'ensemble des Démocrates, de Ro Khanna à Antony Blinken ou Jake Sullivan, en passant par Kamala Harris, condamne l'intervention décidée par le président américain, souvent qualifiée de « *war of choice* » dans la mesure où elle ne répond pas à une menace imminente et a été engagée sans que les moyens diplomatiques aient été pleinement épuisés. Tous convergent également sur un point : le coût économique de cette guerre qui pèse sur les ménages américains<sup>20</sup>.

Cette opposition commune ne doit cependant pas masquer la diversité des arguments mobilisés selon les courants. À gauche, la critique est à la fois anti-interventionniste et morale. Dans une interview accordée à Al Jazeera, Zohran Mamdani insiste ainsi sur l'injustice sociale qu'il y a à consacrer des dizaines de milliards de dollars à la guerre plutôt qu'au bien-être des citoyens américains<sup>21</sup>.

Chez les harrisiens, la critique porte surtout sur l'affaiblissement de la crédibilité internationale des États-Unis. Les menaces formulées par Donald Trump, telles que l'idée d'« anéantir tout un peuple » iranien, sont perçues comme un facteur majeur de discrédit moral et diplomatique pour Washington, dans la mesure où elles sapent les normes internationales que les États-Unis ont historiquement contribué à défendre depuis la Seconde Guerre mondiale, affaiblissant ainsi leur crédibilité auprès de leurs alliés et leur capacité d'influence dans le système international<sup>22</sup>.

20. T. Balk, « Potential Democratic 2028 Candidates Condemn Trump's 'War of Choice' in Iran », *The New York Times*, 10 avril 2026 (mis à jour le 11 avril 2026).

21. E. Pilkington, « US Lawmakers Split on Party Lines over Negotiations' Failure to End Iran War », *The Guardian*, 12 avril 2026.

22 T. Balk, « Potential Democratic 2028 Candidates Condemn Trump's 'War of Choice' in Iran », *op. cit.*

Enfin, chez les traditionnalistes, Antony Blinken met avant tout l'accent sur les risques stratégiques d'une guerre longue et mal calibrée, qui pourrait épuiser les stocks d'armement américains et affaiblir durablement les États-Unis face à leurs principaux rivaux, au premier rang desquels la Chine et la Russie<sup>23</sup>.

Ces positions se déploient en parallèle d'une évolution de l'opinion publique américaine. En s'appuyant sur des sondages réalisés par le Pew Research Center en mars 2023, mars 2025 et mars 2026, on constate que les perceptions négatives d'Israël sont passées de 42 à 53 %, puis à 60 % chez les personnes interrogées (les opinions négatives à l'égard du Premier ministre Benyamin Netanyahu sont similaires). L'électorat démocrate est plus hostile que l'électorat républicain, quoique, chez ce dernier, les perceptions négatives soient désormais majoritaires à 57 % chez les 18-49 ans<sup>24</sup>.

Ceci dessine en dernière analyse des points de discussion très concrets pour les mois à venir. Ainsi, les harrisien(ne)s semblent prêts à repenser de manière inédite les mesures d'aide à Israël, principalement les transferts et ventes d'armes. Peut-être faut-il renoncer à livrer à Tsahal des armements offensifs, voire défensifs ? L'accord signé par Obama en 2016 et qui engageait dix ans d'aide militaire à Israël aura en tout cas du mal à être renouvelé. Pour les harrisien(ne)s, les livraisons devront être conditionnées au respect par Israël du droit humanitaire. Enfin, outre les questions de responsabilité morale des responsables israéliens à Gaza ou de l'aide militaire américaine, la primaire démocrate de 2028 verra sans nul doute un vif débat entre les divers courants de politique étrangère du Parti sur la reconnaissance de l'État de Palestine.

## La Chine et Taïwan

Bien avant que le républicain Elbridge Colby ne désigne la menace chinoise comme la priorité absolue de la politique étrangère américaine (démarche dite *prioritizing*), le Démocrate Kurt Campbell avait identifié la Chine comme l'adversaire principal des États-Unis. Dès les années 2008-2009, il développait le concept de « pivot vers l'Asie », incitant l'administration Obama à porter toute son attention vers le Pacifique pour contenir Pékin. Désormais président de l'entreprise de conseil The Asia Group, Campbell appelle à une politique d'alliances et de coalitions dans l'Indo-Pacifique, ce qui le situe nettement dans la mouvance traditionnelle de la politique étrangère démocrate : les États-Unis ont besoin de regrouper leurs forces dans tous les domaines avec celles de leurs alliés pour continuer à distancer la puissance chinoise<sup>25</sup>. Avec Jake Sullivan, il propose et défend l'idée d'une

23. M. Del Valle et D. Gura, « Blinken Says Sustained Iran War Effort May Leave US Vulnerable », Bloomberg Government, 4 mars 2026.

24. L. Silver, « Negative Views of Israel, Netanyahu Continue to Rise among Americans – Especially Young People », Pew Research Center, 7 avril 2026.

25. K. Campbell et R. Doshi, « Underestimating China, Why America Needs a New Strategy of Allied Scale to Offset Beijing's Enduring Advantages », *Foreign Affairs*, 10 avril 2025.

véritable alliance stratégique avec l'Inde pour contrer les provocations chinoises dans la région. Dans un article paru dans *Foreign Affairs*, ils évoquent cinq piliers pour cette future alliance américano-indienne : la défense et le renseignement, mais aussi la technologie, la coopération économique et la résolution de problèmes mondiaux (dont la liste inclut la santé, le climat, la sécurité alimentaire et l'utilisation vertueuse des nouvelles technologies<sup>26</sup>).

En désaccord, Matt Duss dénonce l'obsession des « faucons anti-chinois » (*China hawks*) de Washington. Selon lui, il faut au contraire trouver un *modus vivendi* avec Pékin. Interrogé à propos de l'attitude souhaitable de Washington vis-à-vis de Taïwan, il ne plaide pas pour un engagement militaire américain en défense de l'île, mais privilégie une approche préventive visant à éviter toute escalade avec la Chine, en renforçant ses capacités de défense et sa résilience démocratique<sup>27</sup>.

Côté harrisien, aucune position unifiée ne se dégage clairement sur cette question. Les incertitudes portent notamment sur la position de Donald Trump, dont les déclarations passées – affirmant que Taïwan devrait « payer » pour sa défense – laissent planer un doute sur la solidité de l'engagement américain envers l'île en cas de crise<sup>28</sup>. De fait, le consensus bipartisan antichinois à Washington apparaît plus fragile, dans la mesure où Donald Trump, à la fin de l'année 2025, s'est rapproché de Pékin sur divers points, illustré notamment par sa rencontre avec Xi Jinping le 30 octobre 2025 à Busan en Corée du Sud<sup>29</sup>. Alors qu'une visite de Trump à Pékin est actuellement prévue pour la mi-mai 2026, les développements plus récents, en particulier la guerre en Iran au début de l'année 2026, semblent inciter Washington à préserver une forme de stabilité dans sa relation avec la Chine. Donald Trump a ainsi déclaré qu'il estimait que Pékin avait contribué à convaincre l'Iran d'accepter le cessez-le-feu de début avril, renforçant l'image de la Chine comme acteur médiateur du conflit, aux côtés notamment du Pakistan<sup>30</sup>.

---

26. K. Campbell et J.e Sullivan, « The Case for a U.S. Alliance With India », *Foreign Affairs*, 4 septembre 2025.

27. C. S. Chivvis, S. Wertheim, B. Rosenberg et M. Duss, « How Is Taiwan Reacting to the Trump Administration? Four Experts Visited Taiwan to Find Out », *Pivotal States* (podcast), American Statecraft Program, 9 avril 2025.

28. C. Buckley, « Trump Tells Taiwan to Expect a Higher Price Tag for U.S. Defense », *The New York Times*, 17 juillet 2024.

29. S. Cai, P. Kine et D. Palmer, « “Amazing Meeting”: Trump Touts Progress on Multiple Fronts with China after Meeting Xi », *Politico*, 30 octobre 2025.

30. A. Hawkins, « Who Can Claim Victory if Iran Ceasefire Holds? An Early Winner Is China », *The Guardian*, 9 avril 2026.

## Les Amériques (ou *Western Hemisphere*) et la question Maduro

Les principaux sujets de discussion entre les États-Unis et le reste des Amériques ces dernières années ont été l'immigration illégale et le narcotrafic. Trump y a ajouté l'hostilité envers les gouvernements de gauche, avec des mesures d'ordre économique telles que la fin des programmes USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) et l'imposition de tarifs douaniers arbitraires. Il a surtout franchi un seuil inédit avec la campagne de frappes aériennes contre des navires vénézuéliens et la capture du président Nicolás Maduro lors d'une opération militaire le 3 janvier 2026<sup>31</sup>.

Concernant l'immigration, les trois courants de politique étrangère démocrate tiennent deux positions opposées. Pour le courant traditionnel comme pour les harrisien, il y a désormais un consensus selon lequel l'administration Biden avait perdu le contrôle sur les arrivées de personnes à la frontière sud. Il est vrai que la fin des restrictions d'entrée liées au Covid et l'image plus accueillante projetée par Biden et Harris se sont conjuguées pour entraîner un record d'arrivées (3,2 millions d'interpellations de personnes sans-papiers dans le pays en 2023). Les deux courants modérés, dont les représentants étaient aux premières loges dans l'administration Biden – avec la vice-présidente Harris tout particulièrement en charge de ce dossier – reconnaissent désormais leurs manquements. S'ils recommandent de poursuivre la politique d'accords avec les pays de départ et de transit, tels que le Mexique, ils insistent aussi désormais sur la nécessité de fermer la frontière et de renvoyer les arrivants illégaux chez eux.

À la gauche du Parti démocrate, l'exigence d'un accueil inconditionnel, portée notamment par l'élue Alexandria Ocasio-Cortez en 2021, s'était faite plus discrète pendant la campagne de 2024<sup>32</sup>. Elle est en train de se réaffirmer face aux pratiques brutales de l'ICE (U.S. Immigration and Customs Enforcement). Matt Duss, quant à lui, appelle surtout à lutter contre les causes premières du problème, c'est-à-dire la violence et la corruption dans les pays de départ, tout en respectant la dignité et la sécurité des personnes<sup>33</sup>.

Par ailleurs, la gauche du Parti, traditionnellement plus proche des gouvernements populistes de gauche en Amérique latine<sup>34</sup>, s'oppose évidemment aux projets de changement de régime du président Trump.

31. C. R. Seelke, « U.S. Capture of Venezuela's Nicolás Maduro: Considerations for Congress », Congressional Research Service, Insight IN12618, 12 janvier 2026.

32. G. Oladipo, « AOC Condemns Kamala Harris for Telling Guatemalan Migrants not to Come to US », *The Guardian*, 9 juin 2021.

33. M. Duss, « Response to the 2024 State of the Union », Center for International Policy, 8 mars 2024.

34. Au lendemain des élections de mi-mandat de novembre 2022, Matt Duss se félicitait même que la Floride soit devenue entièrement républicaine : les Démocrates ne seraient plus freinés dans l'expression de leurs sympathies latino-américaines par la nécessité de se concilier les électeurs d'origine cubaine ou autres latinos conservateurs de cet État. Lire W. Freeman, « The Midterms Will Change U.S. Latin America Policy, Just Not the Way You Think », *Americas Quarterly*, 10 novembre 2022.

Cette opposition s'est renforcée après la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro en janvier 2026, perçue comme une escalade interventionniste et une violation du droit international. Dans cette perspective, le progressiste Matt Duss dénonce une « opération de changement de régime illégale et imprudente », dénonçant à la fois l'absence d'autorisation du Congrès et la violation du droit international, tout en y voyant le risque de reproduire les échecs des interventions passées<sup>35</sup>.

Cette critique est partagée, quoique sur des bases différentes, par d'autres courants du Parti démocrate. Kamala Harris condamne une opération à la fois « illégale et mal avisée », estimant qu'elle ne renforce ni la sécurité ni la puissance des États-Unis et qu'elle pourrait, à l'instar des précédentes politiques de changement de régime, engendrer instabilité et coûts durables<sup>36</sup>. De son côté, Antony Blinken adopte une position plus nuancée : s'il reconnaît le succès tactique de l'opération – qu'il qualifie de « brillante » sur le plan militaire –, il en souligne les limites stratégiques, évoquant le risque d'un changement de dirigeants du régime sans transformation réelle du système politique vénézuélien<sup>37</sup>.

La gauche du Parti démocrate souhaite également la remise en route des programmes d'aide humanitaire gérés par l'USAID et supprimés par Donald Trump. Ces programmes ont toutefois fait l'objet de critiques récurrentes, certains analystes pointant les effets pervers de l'aide, notamment en matière de corruption ou de mauvaise allocation des ressources. Dans cette perspective, le courant harrisien ne plaide pas nécessairement pour un simple retour au *statu quo ante* : les coupes brutales opérées par l'administration Trump pourraient aussi fournir l'occasion de repenser et de réformer ce système à l'avenir.

## Politique commerciale et concurrence technologique

Les trois courants de la politique étrangère démocrate sont unanimes : l'époque du libre-échange triomphant est passée. Ce constat vaut, y compris pour les Démocrates les plus centristes : entre 2017 et 2020, Jake Sullivan avait déjà participé à un programme de la fondation Carnegie intitulé « Une nouvelle politique étrangère pour les classes moyennes », qui appelait, entre autres, à relocaliser les emplois manufacturiers au bénéfice de la *Rust Belt*. Le consensus s'établit donc désormais en faveur d'une meilleure protection des travailleurs américains. Pendant son mandat, Joe Biden avait choisi la

---

35. M. Duss, « Trump's Venezuela Regime Change Attempt an Illegal Act of War », Center for International Policy, 3 janvier 2026 : « Donald Trump has launched an illegal and reckless regime change operation in Venezuela. »

36. S. Compton, « Kamala Harris Blasts Trump Administration's Capture of Venezuela's Maduro as "Unlawful and Unwise" », *Fox News*, 3 janvier 2026.

37. J. Goldsberry, « Former Secretary of State Under Biden Admits Maduro Capture "Was Brilliant" », *Washington Examiner*, 12 janvier 2026.

continuité avec Trump sur le protectionnisme, conservant les tarifs douaniers sur l'aluminium et l'acier mis en place par l'administration Trump 1. Il avait par ailleurs mis l'accent sur un renforcement du contrôle des exportations de technologies vers la Chine.

Dans ces conditions, la question principale pour les Démocrates porte sur l'ampleur et les modalités du protectionnisme dans les décennies à venir. Lorsqu'ils reviendront au pouvoir, comment adapteront-ils les tarifs douaniers édictés par l'administration Trump ? Devront-ils uniquement conserver les tarifs concernant la Chine ou relatifs à certains produits tels que les puces électroniques ? Des contrôles d'exportation devront-ils leur être substitués ? Ces questions seront en réalité beaucoup plus techniques qu'idéologiques. Mais elles seront d'autant plus complexes que les tarifs actuels auront créé de nouveaux groupes d'intérêt dans les secteurs de l'automobile et de la *tech*, ou chez les syndicats.

# Quels relais dans le monde politique américain ?

Les différents courants de politique étrangère démocrate décrits ici comme émanant avant tout du monde des *think tanks* (partisans ou non) et des universités vont se transposer peu à peu dans les programmes des candidats démocrates à la présidentielle de novembre 2028. Aux États-Unis, en effet, la réflexion programmatique n'est pas prise en charge en amont par les partis politiques, en tout cas pas dans un premier temps. Le cycle électoral débutera par une primaire au printemps 2028, et chaque candidat devra s'y présenter avec ses propres idées et propositions. Ces dernières auront été élaborées courant 2027 par les équipes et les conseillers de ces hommes et femmes politiques, d'abord en lien avec les experts des *think tanks*, mais aussi avec les élus et les *staffers* des commissions du Congrès<sup>38</sup>. Dès l'automne 2027, chaque candidat proposera son programme aux électeurs des primaires. Celui ou celle qui l'emportera verra son programme repris par un *Drafting Committee* pour être présenté et accepté en tant que programme officiel (*formal platform*) lors de la Convention du Parti, à l'été 2028.

Les élus proches du courant traditionnel appartiennent à l'*establishment* du Parti démocrate, au premier rang duquel se trouvent les leaders démocrates du Sénat et de la Chambre, Chuck Schumer et Hakeem Jeffries. Pour le courant de la gauche du Parti, au-delà du sénateur Bernie Sanders, Matt Duss se réclame des représentants Ro Khanna (Californie), Ilan Omar (Minnesota) et Alexandria Ocasio-Cortez (New York). Le nouveau maire de New York, Zohran Mamdani, est également un héraut des idées radicales dans le monde politique. Quant au courant des jeunes harrisien, leur figure de référence reste Kamala Harris. Bien qu'elle n'occupe actuellement aucun mandat électif, elle demeure une personnalité centrale du Parti démocrate et alimente les spéculations autour d'une candidature à l'élection présidentielle de 2028. Lors d'un rassemblement à New York organisé le 9 avril 2026 par la National Action Network, elle a reconnu qu'elle « envisageait » de se présenter à nouveau à la présidence<sup>39</sup>. D'autres personnalités politiques sont plus difficiles à placer. Sénateur du Connecticut, Chris Murphy s'exprime très régulièrement sur les questions de

---

38. Un exemple de *staffer* démocrate influent est Damian Murphy. Aujourd'hui *senior vice-president* pour la politique internationale et de sécurité nationale au Center for American Progress, il a travaillé pendant quinze ans au Sénat dans des rôles liés à la politique étrangère : *staff director* de la Commission des relations étrangères, puis conseiller de politique étrangère pour le sénateur Bob Casey (D-PA).

39. K. Glueck et T. Balk, « Harris Says She Is "Thinking About" Running for President Again in 2028 », *The New York Times*, 10 avril 2026 (mis à jour le 13 avril 2026).

politique étrangère, mais reste nuancé : à la fois critique d'Israël et opposé à un engagement des États-Unis dans une guerre contre l'Iran, qu'il juge inutile et dangereuse <sup>40</sup>, il demeure néanmoins attaché au lien transatlantique et favorable au soutien à l'Ukraine.

À ce stade, aucun candidat ne s'est encore imposé comme figure dominante au sein du Parti démocrate, mais plusieurs responsables politiques, issus de sensibilités différentes, commencent à structurer leur positionnement en vue de l'échéance présidentielle de 2028, dans le cadre d'une forme de « primaire informelle » déjà perceptible dans leurs prises de parole publiques et leurs déplacements. Dans ce contexte, les prétendants possibles à la primaire démocrate de 2028<sup>41</sup> commencent désormais à se positionner plus nettement sur les questions internationales, en particulier à la suite de la guerre en Iran, qui a contribué à structurer les lignes de clivage au sein du Parti<sup>42</sup>. Si une opposition globale à l'intervention de Donald Trump se dégage, les arguments mobilisés varient sensiblement selon les profils : certains dénoncent avant tout une guerre illégale ou injustifiée, tandis que d'autres insistent sur l'absence de consultation du Congrès ou sur les risques stratégiques à long terme. La campagne des élections de mi-mandat de 2026 constitue déjà un premier moment de cristallisation de ces positions, faisant office de prélude à la primaire de 2028<sup>43</sup>.

---

40. « War with Iran “Makes No Sense”, Sen. Chris Murphy Says », émission *Face the Nation*, CBS News, vidéo YouTube, publiée en mars 2026.

41. Le site [Ballotpedia](https://ballotpedia.org) tient à jour la liste des candidats démocrates possibles pour 2028 : <https://ballotpedia.org>. Elle ne compte actuellement pas moins de 34 noms d'élus ou d'anciens élus et mentionne également quelques personnalités issues de la société civile, telles que Mark Cuban, célèbre homme d'affaires et animateur de l'émission de télé-réalité/investissement *Shark Tank*.

42. T. Balk, « Potential Democratic 2028 Candidates Condemn Trump's “War of Choice” in Iran », *op. cit.*

43. Les déclarations des candidats sur la question de Gaza seront un test décisif de leur orientation idéologique.

# Conclusion : les Démocrates ne sauveront pas les relations transatlantiques

Les experts et anciens responsables du Parti démocrate poursuivent une réflexion dynamique sur la politique étrangère du pays dans les années à venir, non seulement sur l'ordre international à reconstruire mais aussi sur les différentes zones de crise, particulièrement dans un début d'année 2026 marqué par une multiplication des interventions américaines – de l'opération au Venezuela à la guerre en Iran, en passant par les tensions autour du Groenland –, ce qui oblige les Démocrates à définir une ligne stratégique cohérente pour répondre à ces nouvelles problématiques, dont certaines ne se posaient pas dans les mêmes termes auparavant.

Si le courant traditionnel, qui veut encore croire à la responsabilité des États-Unis de mener le monde vers le bien, compte encore quelques adeptes proches de l'*establishment* du Parti, ses chances de dominer une future administration démocrate semblent réduites dans le contexte actuel. Ravivée depuis une dizaine d'années autour de Bernie Sanders, la gauche du Parti reste, quant à elle, fidèle à ses idées anti-guerre et anticorruption. Son influence au niveau national est également très minoritaire.

Le courant le plus innovant est celui des anciens responsables des questions de politique étrangère autour de Kamala Harris. En désaccord rétrospectif avec certains choix de l'administration Biden, ils regardent avec intérêt les destructions commises par Donald Trump, dans l'espoir de reconstruire la politique étrangère des États-Unis sur de nouvelles bases lorsqu'ils reviendront aux responsabilités.

Ces diverses attitudes prédisent des politiques transatlantiques bien différentes. Si le premier courant affirme fortement son soutien à l'OTAN, ce n'est pas le cas du second. L'arrivée aux affaires du troisième courant, enfin, ne serait pas forcément avantageuse pour les Européens. Ses tenants expriment des opinions très pragmatiques voire cyniques dans leur rapport au Vieux Continent, notamment en ce qui concerne les achats d'armements américains par les pays européens de l'OTAN ou le soutien à l'Ukraine. Leur inventivité serait néanmoins intéressante et pourrait produire des avancées pertinentes sur certains dossiers, tels que la gouvernance de l'IA ou la refonte de l'USAID.

# La collection des *Potomac Papers*

- ▀ Julian Blum, « Les *think tanks* américains sous Trump 2. Le “blob” en péril ? », n° 51, juin 2025.
- ▀ Blandine Chelini-Pont, « Le vote religieux dans les présidentielles américaines 2024 », n° 50, octobre 2024.
- ▀ Thierry Pouch, « *Farm Bill* 2024 : les raisons du blocage de la loi agricole aux États-Unis », n° 49, février 2024.
- ▀ Laurence Nardon, « Les *Bidenomics* : contours et critiques de la nouvelle politique économique américaine », n° 48, octobre 2023.
- ▀ Maya Kandel, « Le national-conservatisme, quelle politique étrangère pour la « nouvelle droite » américaine ? », n° 47, mars 2023.
- ▀ Antoine Pecqueur, « États-Unis : une renaissance ferroviaire? », n° 46, février 2023.
- ▀ Sylvain Gaillaud, « Washington-Téhéran : fin 2022, la réconciliation impossible ? », n° 45, novembre 2022.
- ▀ Thierry Pouch et Marine Raffray, « Entre soutien et conflits, les échanges agricoles transatlantiques depuis 1945 », n° 44, juin 2022.
- ▀ Corentin Sellin, « Trump et le Parti républicain : défaite électorale, victoire idéologique ? », n° 43, septembre 2021.
- ▀ Laurence Nardon et Siméon Rust, « États-Unis/Europe : sept enjeux du numérique », n° 42, juillet 2021.
- ▀ Soufian Alsabbagh, « Les républicains et la politique étrangère américaine après Trump. Entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine », n° 41, janvier 2021.
- ▀ Laurence Nardon et Mathilde Velliet, « La guerre commerciale sino-américaine. Quel bilan à l'issue de la présidence Trump ? », n° 40, novembre 2020.
- ▀ Cynthia Ghorra-Gobin et Martine Azuelos, « Le Minnesota : comprendre les enjeux nationaux au prisme des territoires », n° 39, septembre 2020.

Suivez l'actualité du programme États-Unis sur le site de l'Ifri :

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)